

**M**ONSIEUR HARIRI QUI MAIME TANT JACQUES CHIRAC devrait peut-être, toutes affaires cessantes, s'en aller faire un tour à Paris pour consoler son ami comme il sait si bien le faire – on nous l'a assez dit lors de la visite du président français à Beyrouth l'année dernière. Il y apprendra au passage qu'on ne manipule pas impunément les règles du jeu. Peut-être découvrira-t-il aussi que le libéralisme débridé n'est plus dans l'air du temps.

Trêve de comparaisons oiseuses: à l'inverse de Jacques Chirac, Rafic Hariri n'a que faire de l'opinion publique et des règles du jeu. Et d'abord, c'est quoi les règles? Ah! vous voulez parler de la démocratie. Combien ça coûte, ce truc? Comment dites-vous: ça ne ne s'achète pas? Oui, mais au moins on peut faire semblant: regardez-moi ce soir sur Orbit. Une leçon de philosophie démocratique que je vous ferai, moi.

Belle leçon en effet. Voilà deux siècles que la philosophie politique a choisi de vivre avec cette contradiction: oui, on peut être l'élu de quelques-uns et le député de la Nation. Mais, en potassant son Assimil, Hariri a probablement raté le chapitre. Ou alors il a dû se dire que ça en jetterait, pour le téléspectateur moyen de Khobar ou de Tartous. Et le bon Imadeddine Adib, sans doute fatigué d'avoir trop titillé de ministres, l'a laissé faire.

**PAS DE DOUTE, C'EST CE QU'ON APPELLE DE LA GRANDE COMMUNICATION.** Je vous fais venir un journaliste égyptien qui n'a pas froid aux yeux. Je le laisse éreinter toute la République pendant une semaine, et sur ma télé à moi, s'il vous plaît. Et quand je suis bien sûr que, ravis et confiants, vous lui avez délégué votre esprit critique, je l'invite chez moi, enfin je m'invite chez lui, et c'est moi le plus beau.

Pas de regrets tout de même. Tout profit pour Hariri, la semaine libanaise sur Orbit nous aura au moins donné quelques petites gâteries dont la moindre n'était pas d'entendre Farès Boueiz dire des choses qu'il n'a pas apprises en cours particulier. Mais prenons garde à l'autoflagellation. Si un journaliste égyptien de télévision réussit mieux que ses confrères d'ici, ce n'est pas parce que les journalistes libanais sont mauvais. C'est plutôt que l'audiovisuel au Liban est trop lié aux cercles du pouvoir et que ses responsables, toutes chaînes confondues, ont intérêt(s) à ne confier leurs programmes politiques qu'à des animateurs complaisants.

**DU BON USAGE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION.** Voilà au moins une chose qu'on ne reprochera pas à nos gouvernants d'ignorer, et pas seulement à la télé. Prenez la séance parlementaire de la semaine dernière. Certes, il y aura toujours ceux qui diront que, finalement, le gouvernement obtient la confiance de la Chambre, les doigts dans le nez, à chaque fois qu'un député inconséquent trébuche sur la procédure parlementaire. Faut-il pour autant boudier son plaisir? En l'occurrence, il fut double: celui de constater que la tribune parlementaire peut parfois servir à poser haut et fort des problèmes majeurs, et celui de noter que l'esprit démocratique n'est pas dans un état aussi piteux que l'imagine le ministre de l'Intérieur dans ses rêves les plus doux. Songez, les écoutes téléphoniques, ce n'est vraiment scandaleux

## La politique en BOT

dans les pays de vieille tradition démocratique que depuis une vingtaine d'années. En France même, il a fallu attendre la fin des années 80 pour que le Parlement et l'opinion publique en débattent ouvertement. Alors, pour un pays sous tutelle,

*Ce qui compte, c'est d'arrêter le naufrage, de redonner à la politique une dimension de citoyenneté. Il sera toujours temps de viser plus haut*

pour une représentation nationale élue dans des conditions plus que contestables, ce n'est pas mal du tout, ma foi. Mais, à quoi cela sert-il justement si la tutelle reste, avec tous les travers qu'elle induit? Peut-être tout simplement à maintenir en vie la politique, quand beaucoup aimeraient la céder en BOT.

Gardons-nous cependant des hiérarchies négatives. Si Hariri semble décidément bien étranger au concept d'État de droit, personne d'autre parmi ceux qui se partagent le pouvoir qui leur est délégué, et personne surtout parmi ceux qui leur délèguent ce pouvoir – par en haut – n'en est proche. On peut évidemment souhaiter un répit dans la gestion incohérente du pays. On peut espérer, et le plus vite serait le mieux, un changement de gouvernement. Mais gare à la tentation de choisir entre deux maux. Si le gouvernement doit partir, et il le doit, ce n'est pas pour que le pays expérimente de nouvelles aventures. Ce n'est pas pour donner raison à l'une des factions du pouvoir contre l'autre. Non, c'est pour qu'arrivent au pouvoir des hommes qui ont autre chose en tête que de mettre en prison un leader syndicaliste ou d'écouter les conversations téléphoniques du président du Conseil. Des hommes qui aient conscience que la seule chose qui compte désormais, c'est d'arrêter le naufrage et de redonner à la politique une dimension de citoyenneté. Il sera toujours temps de viser plus haut ensuite.

**TELLE EST, EN DÉFINITIVE, L'ENJEU MAJEUR POUR LA SOCIÉTÉ LIBANAISE.** JEAN-PAUL II ne s'y est pas trompé dans ses différentes interventions à l'intention des Libanais, et surtout dans son Exhortation apostolique qui, n'ayons pas peur de le dire, a donné raison à cette opposition intelligente, et pas à une autre. Il ne pouvait en être autrement d'ailleurs étant donné la tradition du Vatican depuis des lustres. Étant donné aussi la trajectoire personnelle du Pape. Car à quoi sert de rappeler son origine polonaise si l'on ne se souvient pas que Karol Wojtyła n'a jamais attaqué bille en tête l'ordre établi dans son pays. Et que l'opposition qui, autour de Solidarité, se reconnaissait en lui a eu pour première priorité d'élargir progressivement la marge de liberté de la société civile, beaucoup plus réduite que la nôtre, soit dit en passant.

L'analogie s'arrête là toutefois. En Pologne, personne ne demandait au Pape de faire la guerre à sa place. Justement, la guerre est finie, a dit Jean-Paul II à Beyrouth. Reste à espérer que les nombreux fidèles qui sont venus pour le voir aient aussi accepté de l'entendre.